

# Le grand débat national

## CONTRIBUTION DU GROUPE « L'AVENIR ENSEMBLE » CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LOT-ET-GARONNE

En ce début d'année, en réponse aux mouvements de contestations de ces dernières semaines, le Président de la République a décidé de lancer un Grand Débat National.

Au delà des doutes et du scepticisme qui ont pu nous habiter à l'annonce de cet exercice, nous avons décidé, nous, conseillers départementaux du groupe L'Avenir Ensemble, d'apporter notre contribution à ce débat. La politique de la chaise vide, dans le cas présent et dans le contexte actuel, paraît inacceptable. **L'occasion est donnée à chacun de s'exprimer, il est de notre responsabilité d'élus de saisir cette opportunité pour faire entendre la voix de nos territoires ruraux.** Nous espérons que nombreux seront les citoyens et les élus à aller dans le même sens afin que notre situation soit enfin entendue.

Le grand débat national, au regard du contexte dans lequel il est lancé, doit marquer un changement dans les politiques menées ces dernières années, malheureusement trop souvent déconnectées des réalités du terrain.

**Face à l'exigence d'un système toujours plus exemplaire et plus démocratique, ce débat ne peut pas être un simple débat de façade. Il ne peut être un débat de plus, un débat pour rien ou se limiter à certains sujets imposés.**

Aujourd'hui, pour les Français, la coupe est pleine. Si nous condamnons évidemment les débordements, les dégradations et la violence, nous ne pouvons que comprendre les mobilisations. Les lourdeurs administratives, les impositions et les taxations toujours plus élevées et nombreuses, la disparition des services publics dans nos villes et nos villages pèsent, comme jamais, sur le quotidien des Français. Il devient indispensable de prendre la mesure du malaise et de mettre en place des actions concrètes.

**Les attentes des Françaises et des Français sont grandes.** L'apaisement et la cohésion nationale ne pourront être retrouvés qu'au prix d'un véritable examen de conscience et de propositions rapides et efficaces.

**Ce Débat doit marquer un tournant historique pour l'avenir de la France. Il ne pourra passer que par un véritable courage politique et la construction d'un nouveau «contrat social» avec les Français.**

# PROPOSITIONS

## GROUPE « L'AVENIR ENSEMBLE »

### ✓ Redonner du pouvoir d'achat aux Français...

... **en repensant la fiscalité française** – nationale et locale – afin qu'elle soit plus juste et plus équitable pour les contribuables français.

*« Comment expliquer aux contribuables, par exemple, la grande disparité qui existe dans les taux d'imposition selon les territoires ? Alors qu'en Gironde le taux d'imposition sur le foncier bâti du Conseil Départemental est de 17,46% en 2018, il est en Lot-et-Garonne de 27,33%. Les contribuables des territoires les plus pauvres se voient défavorisés et davantage taxés. »*

Guillaume LEPERS



... en **réindexant les pensions de retraites sur le coût de la vie.**

### ✓ Relancer l'économie de nos territoires...

... **en taxant les géants du web (GAFA) qui profitent du marché français sans contribuer fiscalement.** Cette taxe doit pouvoir bénéficier aux petites entreprises locales.

... **en réduisant les charges qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises** françaises afin de créer les conditions du développement économique local.

... **en stoppant la surenchère française en matière de normes** qui pénalise la compétitivité de nos entreprises et exploitations.



*« L'Etat français doit, en matière de normes, arrêter de vouloir toujours «laver plus blanc que blanc». Les normes qui pèsent sur nos structures sont bien plus contraignantes que pour nos voisins européens. Cela impacte directement la compétitivité des produits français notamment en matière agricole. D'autant que nous importons, tout de même, dans nos magasins, des produits des pays voisins de moins bonne qualité.»*

Séverine BESSON

### ✓ Rendre notre système social plus juste et efficace...

... **en simplifiant le système social français, aujourd'hui, malheureusement, trop complexe et à bout de souffle** afin qu'il soit plus efficace et qu'il accompagne davantage les demandeurs.

... **en favorisant la formation professionnelle par un accompagnement plus adapté des demandeurs, et une meilleure information de la part des prescripteurs** (Pôle Emploi, Mission locale, etc.). Cela doit permettre un retour à l'emploi rapide en adéquation avec les besoins dans les différents territoires.

... **en incitant à la généralisation des actions du type « RSA / Bénévolat » dans tous les départements de France** afin de favoriser l'insertion.



« Notre système d'insertion professionnelle, aujourd'hui, n'est plus efficace. Trop complexe, illisible, trop rigide, peu incitatif au retour à l'emploi, mal coordonné, il ne répond plus aux problématiques rencontrées. Pourtant, il est, dans le contexte actuel, indispensable. Il devient urgent de le réformer afin que les demandeurs puissent s'y retrouver facilement et soient mieux accompagnés. La formation doit être une priorité dans les parcours d'insertion. »

Baya KHERKHACH

## ✓ Rénover efficacement notre démocratie...

... **en abaissant le nombre de parlementaires en respectant une logique géographique** et non démographique afin de ne pas amplifier la fracture déjà trop grande entre les territoires urbains et ruraux.

... **en restaurant le « conseiller territorial »** afin de réduire le nombre d'élus locaux mais surtout de mieux articuler l'action entre Région et Département.

« La mise en place d'un élu unique pour siéger à la fois au Conseil Départemental et au Conseil Régional était une mesure de bon sens. Elle permettait de réduire intelligemment le nombre d'élus locaux tout en leur permettant d'avoir une vision transversale (Département-Région) sur les projets de territoire. Restaurer cette mesure serait une bonne chose dans le contexte que nous traversons. »



Jacques BORDERIE

... **en favorisant l'engagement citoyen** (associatif, notamment) par la mise en place d'une reconnaissance de l'Etat pour le temps passé au service de la communauté et dans l'intérêt général : défiscalisation, validation de trimestres pour la retraite, etc.

... **en rationalisant le fonctionnement et les dépenses dans nos institutions** afin de réduire les dépenses publiques.

## ✓ Garantir l'égalité des chances...

... **en stoppant les fermetures de classes en milieu rural** basées sur de simples enjeux financiers.

... **en développant un véritable suivi éducatif et d'orientation en faveur des jeunes défavorisés et des jeunes issus des territoires ruraux**, notamment permettre la mobilité de ces jeunes (en France et à l'étranger).



« Rétablir une véritable égalité des chances est essentiel pour restaurer la confiance dans notre pays. Pour que cette égalité soit réelle, il nous faut lever les obstacles qui existent dans le parcours éducatif des jeunes les plus défavorisés et des jeunes ruraux. Qu'ils soient bien informés sur leurs possibilités d'orientation mais aussi leur donner l'opportunité de suivre les études qu'ils auront choisis. Il nous faut les encourager à la mobilité pour leur donner toutes les chances de réussir dans la vie. »

Patricia SUPPI

... **en créant un parcours « citoyen » en faveur des jeunes** et former les citoyens responsables et engagés de la société de demain.

## ✓ Résorber les inégalités territoriales...

... **en luttant contre la désertification médicale et en assurant un juste équilibre dans la répartition des médecins dans le pays** grâce à la mise en place de dispositifs en faveur des territoires «sous-dotés».

*« La manque de médecins est aujourd'hui un problème de premier ordre dans nos territoires. Il nous faut des réponses rapides et efficaces. Que cela passe par l'augmentation du nombre de médecins formés, par la création d'un zonage pour l'installation des nouveaux médecins ou par la limitation du nombre d'années réalisées en tant que remplaçant, il faut avoir le courage politique de mettre en place des solutions et recréer un véritable maillage territorial. »*

Clémence BRANDOLIN-ROBERT



... **en inscrivant dans la loi, l'obligation d'investir un euro dans les territoires ruraux pour tout euro dépensé en zone urbaine.**

... **en assurant des services de police et de gendarmerie suffisants dans nos territoires** afin de garantir la sécurité et la tranquillité de tous.

... **en valorisant davantage les métiers du service à la personne dans nos territoires et en formant mieux les professionnels qui s'occupent de nos aînés.**



*« La prise en charge du vieillissement de la population dans les départements ruraux comme le notre est un enjeu majeur. Aujourd'hui, les besoins dans les services à la personne sont importants, malheureusement, trop souvent le personnel qualifié manque faute de formation ou d'attrait de ces métiers. De véritables formations et une valorisation de ces métiers devient indispensable. »*

Laurence DUCOS

... **en développant, au delà de simples lieux d'accueil, des solutions d'accompagnement pour les personnes les plus en difficultés face à la dématérialisation et au numérique.**

... **en exigeant des opérateurs de télécommunications**, en matière de téléphonie mobile particulièrement, **le respect de leurs obligations** de services publics.

... **en engageant de véritables investissements pour l'entretien ou la création d'infrastructures** et permettre les conditions du désenclavement des territoires ruraux : infrastructures ferroviaires, aéroportuaires et routières notamment.